

### L'énergie

Monsieur l'Orateur, il faut tout de même être honnête et reconnaître la responsabilité là où elle doit exister, chez qui elle doit être. Quand, dans l'Est, nous nous sommes opposés à la construction d'un pipe-line, ce n'était pas la faute de l'Alberta, mais la nôtre, parce que le pétrole du Venezuela coûtait meilleur marché. Aujourd'hui, on dit que nous devons l'acheter de l'Alberta. Monsieur l'Orateur, nous n'achetons à peu près pas de pétrole des Arabes.

● (1640)

Le pétrole que nous avons acheté venait surtout du Venezuela. C'est encore la même chose, et le Venezuela est prêt à nous vendre plus de pétrole que jamais. Terre-Neuve peut également nous fournir du pétrole, et le ministre nous dit: Gelez, parce que nous avons trop de pétrole. Nous n'avons pas de moyen de transport en 1973!

Si nous avions eu un gouvernement prévoyant, un gouvernement capable de prendre ses responsabilités, nous ne serions pas actuellement dans cette situation, non pas désastreuse, mais mensongère, qui a été créée de toutes pièces par le contrôle financier, enfin par ce qui compte vraiment, soit le contrôle de l'argent et du crédit. Nous faisons rire certains gens, nous, les créditistes—cela est drôle vraiment—quand nous disons: Rendons financièrement possible ce qui est physiquement réalisable. Au fait, nous avons les matériaux, la main-d'œuvre, les ingénieurs, bref toutes ces richesses pour mettre à point et développer nos richesses naturelles. Pourquoi ne pas utiliser les services de la Banque du Canada et de monnayer, de rendre financièrement possible ce que nous sommes disposés à faire physiquement? Monsieur l'Orateur, ce serait là une solution valable, une solution raisonnable, une solution qui empêcherait le gouvernement de présenter des projets de loi qui n'ont qu'un seul but: embêter les Canadiens, les effrayer, en disant: Vous allez manquer de pétrole dans l'Est, vous allez en manquer dans l'Ouest, vous allez en manquer au centre du pays. Il en est ainsi dans tous les domaines. Mon collègue d'Abitibi (M. Laprise) me disait, la semaine dernière que pendant la grande crise économique qui a sévi de 1929 à 1939, on nous faisait littéralement crever de faim, assis sur des montagnes de blé, et cette année, on nous fait geler assis sur des puits d'huile dont on ne sait que faire.

Monsieur l'Orateur, il me semble qu'un gouvernement dirigé par des hommes intelligents, responsables, pourrait agir autrement.

Maintenant, pour revenir à ce que disait le chef du Nouveau parti démocratique (M. Lewis), leur but est simple, c'est de ne pas avoir d'élections. Ils n'ont pas confiance aux propositions du gouvernement, mais ils ont confiance qu'ils pourront garder leur siège après le vote de ce soir. C'est tout ce qui les intéresse: sauver leur siège. Sauvons notre peau, les loups s'en viennent! Par conséquent, ils proposent toujours d'abolir les sociétés multinationales. Formez-en une de caractère national, qui fera comme les autres.

Nous avons vu cela dans à peu près tous les pays du monde, là où le gouvernement a pris le contrôle de l'entreprise privée. Il en a toujours coûté deux, trois, peut-être dix fois plus cher que de laisser l'entreprise privée fonctionner normalement. Mais une entreprise vraiment privée, et non pas un monopole, où l'initiative personnelle est respectée, peut se développer et grandir, et à ce moment-là, je pense que nous pourrions dire sans conteste que nous avons un gouvernement canadien, pour les Canadiens.

[M. Caouette (Témiscamingue).]

Alors, ce soir nous disposerons de la motion. Que ferons-nous? J'ai entendu tantôt le chef de l'opposition officielle, de même que le chef du Nouveau parti démocratique, exprimer leurs vues. D'autres vont adresser la parole également. Le ministre va parler tantôt, j'espère qu'il dira autre chose qu'on manque d'huile à chauffer. Je souhaite qu'il ne dira pas comme le professeur de l'université du Japon: Achetez-vous des bicyclettes et commencez à pédaler.

Monsieur l'Orateur, nous allons écouter ce que les gens ont à dire. Certains de mes collègues prendront également la parole sur cette question, et quand la mise aux voix aura lieu ce soir, nous voterons sans crainte d'élections précipitées. Cela ne nous fait ni chaud ni froid. Nous voulons obtenir des résultats pour le peuple canadien. Nous voulons que le gouvernement mette la finance au service des hommes, des femmes et des enfants du Canada et non pas au service des sociétés pétrolières, des magnats de la finance. Il faut la mettre au service de la famille canadienne et de chaque individu pour lui permettre de se sentir chez lui dans son pays, le Canada.

[Traduction]

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Au départ, monsieur l'Orateur, j'aimerais traiter de certains points qui ont été soulevés par les orateurs qui m'ont précédé, et, notamment, de trois points très importants qui ont été soulevés par le chef de l'opposition (M. Stanfield) et d'un autre, à propos duquel il partageait les mêmes vues que le chef du NPD (M. Lewis). Durant toute son allocution, le chef de l'opposition m'a semblé parler de trois questions essentielles, qui nous intéressent directement puisqu'elles ont trait à l'énergie; mais pour toutes ces questions, à l'exception peut-être d'une, il a omis de nous préciser, à l'image de ce qu'il a fait des derniers mois, quelle ligne de conduite son parti entendait exactement adopter. Les trois questions dont il a traité sont: primo, le prix du pétrole sur le marché canadien; secundo, le pipe-line de la vallée Mackenzie et, tertio, la Société nationale des pétroles.

Par contre, le chef de l'opposition a consacré la plus grande partie de son exposé à la question des prix, en critiquant surtout la situation actuelle, alors que nous avons pu bloquer les prix du pétrole brut depuis le 4 septembre dernier, de même que les remarques du premier ministre qui nous précisait que nous allions tenter de maintenir le gel des prix jusqu'à la fin de l'hiver. Je crois me rappeler qu'à l'époque où cette proposition a été faite par le gouvernement, les amis du député en Alberta, soit du gouvernement provincial de là-bas, ont parlé de ce blocage des prix comme étant l'une des mesures les plus discriminatoires prises contre une seule province dans l'ensemble de la Confédération. Or, aujourd'hui, à entendre le chef de l'opposition, celui-ci serait partisan de contenir les prix pour que les consommateurs canadiens n'aient pas, cet hiver, à connaître la même déconvenue que ceux d'autres pays. En fait, le député s'est dit en faveur d'un régime de prix unique, mais il n'a pas précisé duquel il s'agissait, ni de quelle façon ou par quels moyens il entendait le mettre en vigueur. L'honorable représentant ne s'est pas exprimé ainsi aujourd'hui.

● (1650)

Il a déclaré ailleurs que le système d'un seul prix signifierait effectivement un prix plus élevé pour tous qui serait fixé par l'indexation du prix du pétrole canadien brut au moyen d'une majoration organisée jusqu'à ce qu'il